

## CONVENTION DE STAGE

ENTRE L'ENTREPRISE :

%ENT\_LIBELLE  
%ENT\_ADRESSE1  
%ENT\_CP - %ENT\_VILLE

Représentée par : %CIVLDIR %PRENOM\_DIR %NOM\_DIR

☎ : %ENT\_TELB

✉ : %ENT\_MAIL

ET

**Lycée Saint-Vincent de Paul**  
47, rue des sablières  
33074 – BORDEAUX

Représenté par Madame Isabelle PORCHERON - Chef d'Etablissement

Elle concerne la période de formation en entreprise de **%PRENOMSTAGIAIRE**  
**%NOMSTAGIAIRE**

Domicilié(e) : %ADR1STAGIAIRE - %CPSTAGIAIRE - %VILLESTAGIAIRE

☎ %TELSTAGIAIRE

Elève en classe de : %CLASSESTAGIAIRE

Né(e) le : %NAISSTAGIAIRE

Pour la période du

**%DATEDEBUTST au %DATEFINST**

Il a été convenu ce qui suit :

Le représentant de l'entreprise, dénommé tuteur, qui suivra l'élève, est :

%CIVLINTER %PRENOMINTER %NOMINTER  
%MAILINTER %TELINTER

Le représentant du lycée, pour le suivi en entreprise, est le Chef de Travaux :

Madame Pascale PINAUD

Tél : 05.56.91.62.54 – poste 2

Fax : 05.57.95.93.69

✉ [chefdetravaux@svpbordeaux.fr](mailto:chefdetravaux@svpbordeaux.fr)

**Article 1 – Objet de la convention** - La présente convention a pour objet la mise en oeuvre, au bénéfice de l'élève de l'établissement désigné, de périodes de formation en milieu professionnel réalisées dans le cadre de l'enseignement professionnel.

**Article 2 – Finalité de la formation en milieu professionnel** – La finalité des périodes de formation en milieu professionnel est pédagogique. L'élève est associé aux activités de l'entreprise concourant directement à l'action pédagogique. En aucun cas, sa participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise.

**Article 3 – Dispositions de la convention** - La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières constituées par les annexes pédagogique et financière. L'annexe pédagogique définit les objectifs et les modalités pédagogiques de la période de formation en milieu professionnel. Elle se présente sous la forme d'un « dossier de suivi de la formation en milieu professionnel » en la possession de l'élève.

La convention, est signée par le Chef d'établissement ou le Chef de travaux et le représentant de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil de l'élève. Elle est également signée par l'élève et, s'il est mineur, par son représentant légal. Elle doit, en outre, être portée à la connaissance des enseignants et du tuteur en entreprise chargés du suivi de l'élève. La convention est ensuite adressée à la famille pour information.

**Article 4- Statut et obligations de l'élève** – L'élève demeure, durant ces périodes de formation en milieu professionnel, sous statut scolaire. Il reste sous la responsabilité du chef d'établissement scolaire.

Il ne peut prétendre à aucune rémunération de l'entreprise. Toutefois, il peut lui être alloué une gratification. Celle-ci est exonérée de charges sociales si, conformément à l'article D.242-2-1 du code de la sécurité sociale, son montant ne dépasse pas le seuil équivalent au produit de 12,5 % du plafond horaire de la sécurité sociale et du nombre d'heures effectuées au cours du mois considéré. Ce montant tient compte des avantages en nature et en espèces et du temps de présence mensuel prévu au cours du stage. Lorsque le montant de la gratification dépasse le plafond indiqué ci-dessus, les obligations de l'employeur incombent à l'entreprise d'accueil du stagiaire, conformément aux dispositions du II-A de l'article R.412-4 du code de la sécurité sociale.

L'élève ne doit pas être pris en compte dans le calcul de l'effectif de l'entreprise. Il ne peut participer aux éventuelles élections professionnelles.

L'élève est soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise, notamment en matière de sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions des articles 5 et 6 de la présente convention.

L'élève est soumis au secret professionnel. Il est tenu d'observer une entière discrétion sur l'ensemble des renseignements qu'il pourra recueillir à l'occasion de ses fonctions ou du fait de sa présence dans l'entreprise. En outre l'élève s'engage à ne faire figurer dans son rapport de stage aucun renseignement confidentiel concernant l'entreprise.



**Article 5 – Durée du travail** – La durée de travail de l'élève stagiaire ne peut excéder 8 heures par jour et 35 heures par semaine.

Dans l'hypothèse où l'élève majeur est soumis à une durée hebdomadaire modulée, la moyenne des durées de travail hebdomadaire effectuées pendant la période en milieu professionnel ne pourra excéder 35 heures.

En ce qui concerne le travail de nuit, seul l'élève majeur peut être incorporé à une équipe de nuit après avoir obtenu une autorisation écrite du Chef d'établissement scolaire.

**Article 6 – Durée et horaires de travail des élèves mineurs** – Le repos hebdomadaire de l'élève mineur doit être d'une durée minimale de deux jours consécutifs. La période minimale de repos hebdomadaire doit comprendre le dimanche, sauf en cas de dérogation légale.

Pour chaque période de vingt quatre heures, la période minimale de repos quotidien est fixée à quatorze heures consécutives pour l'élève de moins de seize ans et à douze heures consécutives pour l'élève de seize à dix-huit ans.

Au-delà de quatre heures et demie de travail quotidien, l'élève mineur doit bénéficier d'une pause d'au moins trente minutes consécutives.

Le travail de nuit est interdit :

- à l'élève mineur de seize à dix-huit ans entre vingt deux heures et six heures.
- à l'élève de moins de seize ans entre vingt heures et six heures.

Ces dispositions ne souffrent aucune dérogation.

**Article 7 – Sécurité – travaux interdits aux mineurs** - En application des articles D.4153-41 à D.4153-44 et D.4153-46 du Code du travail, l'élève mineur de quinze ans au moins, autorisé par l'inspecteur du travail à utiliser des machines ou produits ou à effectuer des travaux qui lui sont normalement interdits, ne doit utiliser ces machines, produits ou effectuer ces travaux en entreprise qu'avec l'autorisation et sous le contrôle permanent du tuteur.

La demande de dérogation, où figure la liste des machines, produits ou travaux dangereux, est signée par le chef d'entreprise et adressée à l'inspecteur du travail.

**Article 8 – Sécurité électrique** – L'élève ayant à intervenir, au cours de sa période de formation en milieu professionnel, sur – ou à proximité - des installations et des équipements électriques doit y être habilité par le chef de l'entreprise d'accueil en fonction de la nature des travaux à effectuer.

Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation à la prévention des risques électriques suivie par l'élève en établissement scolaire, préalablement à sa période de formation en milieu professionnel.

L'habilitation est délivrée au vu d'un carnet individuel de formation établi par l'établissement scolaire qui certifie que, pour les niveaux d'habilitation mentionnés, la formation a été suivie avec succès par l'élève.

**Article 9 – Couverture accidents du travail** - En application des dispositions de l'article L.412-8 modifié du code de la sécurité sociale, l'élève bénéficie de la législation sur les accidents du travail.

Conformément à l'article R.412-4 du code de la sécurité sociale, lorsque l'élève est victime d'un accident survenant soit au cours du travail, soit au cours du trajet, **l'obligation de déclaration d'accident incombe à l'entreprise d'accueil**. Celle-ci l'adressera à la CPAM compétente, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 48 heures suivant l'accident. Pour le calcul de ce délai de 48 heures, les dimanches et jours fériés ne sont pas comptés. L'entreprise fait parvenir, sans délai, une copie de la déclaration au chef d'établissement.

**Article 10 – Assurance responsabilité civile** - Le chef de l'entreprise d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle peut être engagée.

*à compléter*  
Nom de la compagnie d'assurance :  
N° du contrat :

Le chef d'établissement scolaire contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée de sa période de formation en milieu professionnel dans l'entreprise ou à l'occasion de la préparation de celle-ci.

Nom de la compagnie d'assurance : Mutuelle Saint Christophe  
N° du contrat : 4025698.03

**Article 11 – Déroulement de la période de formation en milieu professionnel** - Le chef d'établissement et le représentant de l'entreprise d'accueil se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient être rencontrées à l'occasion de la période de formation en milieu professionnel. Le cas échéant, ils prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à résoudre les problèmes d'absentéisme ou de manquement à la discipline. Au besoin, ils étudieront ensemble les modalités de suspension ou de résiliation de la période de formation en milieu professionnel. **Aucune décision unilatérale ne pourra être prise.**

Fait à Bordeaux, le 03/12/12

Le représentant de l'ENTREPRISE  
+ cachet

Le chef d'établissement  
Isabelle PORCHERON  
Le Chef de travaux  
Pascale PINAUD

LYCEE TECHNOLOGIQUE  
SAINT-VINCENT-DE-PAUL  
Associé à l'état  
47, rue des Sablières-33074 BORDEAUX CEDEX  
Tél. 05 56 91 62 54 – Fax 05 56 94 53 66  
C.C.P. Bordeaux 4818-02S

L'élève

La famille ou le représentant légal

Lycée Technologique SAINT-VINCENT-DE-PAUL Associé à l'Etat

47 rue des Sablières – 33074 BORDEAUX CEDEX

☎ : 05 56 91 62 54 - poste 2 - ☎ : 05 57 95 93 69

📧 chefdetravaux@svpbordeaux.fr – site internet : svpbordeaux.fr